



---

## Une institution en formation : la police ottomane à l'époque d'Abdülhamid II

*An establishment in the making: the Ottoman police during the reign of Abdülhamid II*

**Noémi Lévy**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/2463>

DOI : 10.4000/ejts.2463

ISSN : 1773-0546

**Éditeur**

EJTS

**Référence électronique**

Noémi Lévy, « Une institution en formation : la police ottomane à l'époque d'Abdülhamid II », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 24 mars 2015, consulté le 16 février 2020.  
URL : <http://journals.openedition.org/ejts/2463> ; DOI : 10.4000/ejts.2463

---

© Some rights reserved / Creative Commons license

## Une institution en formation : la police ottomane à l'époque d'Abdülhamid II

Noémi Lévy

**Abstract.** Officially created in 1845, the Ottoman police was an institution in the process of formation until the end of the 19<sup>th</sup> century. I focus here on the Hamidian regime (1876-1909), examining how this institution was created and how it was integrated into Ottoman urban society. The point is to understand how the police became an essential and legitimate actor in the enforcement of public order in both the Ottoman Empire and, later, the Republic of Turkey. The article further examines how the police managed their integration into the “field” of the city and developed their priorities and their relationships with urban people. The article suggests that the traditional vision of a police institution as only concerned with the interests of the sultan should be revised, and identifies some dynamics that continued under successive regimes.

L'histoire de la police constitue aujourd'hui un champ de recherches bien établi de l'histoire sociale de l'Europe occidentale moderne et contemporaine, avec ses nombreux spécialistes, colloques et publications. Longtemps caractérisée par une grande fragmentation théorique et géographique, cette historiographie se veut désormais comparatiste et entend dépasser le cadre ouest-européen pour une approche plus globale de l'histoire policière. D'un point de vue théorique, le renouveau des études historiques sur la police est étroitement lié aux questionnements sur la formation de l'Etat et de la nation, les forces de l'ordre constituant un objet privilégié d'observation de la construction de l'appareil étatique et de mesure de sa pénétration dans la société (Emsley 1983, 1991, 2007 ; Berlière *et al.* 2008)<sup>1</sup>. Cette nouvelle historiographie se nourrit aussi des acquis de la sociologie des institutions, qu'elle tente d'intégrer malgré les limites des sources disponibles (Monjardet 1996). Longtemps cantonnée à l'histoire institutionnelle, la police apparaît ainsi comme un objet d'histoire politique et sociale à part entière.

[2] L'historiographie de l'Empire ottoman et de la Turquie républicaine a elle aussi commencé à renouveler son approche des forces de l'ordre. Jusqu'aux années 1990, on disposait uniquement de travaux d'histoire institutionnelle, souvent écrits par des membres en activité ou émérites de l'institution policière. Les ouvrages de référence en la matière ont été publiés dans les années 1940 et offrent un panorama précieux des transformations de l'institution policière du XIX<sup>e</sup> siècle au début de la république (Tongur 1946, Alyot 1947). Leur lecture purement juridique les conduit cependant à une analyse très superficielle de l'institution. Même si cette tendance historiographique continue de dominer le champ académique turc, plusieurs travaux récents sur la police et la gendarmerie ont mis en évidence les enjeux historiographiques et politiques d'une relecture de ces institutions. Partie intégrante du processus de modernisation de l'Etat ottoman au XIX<sup>e</sup> siècle, la réforme du système de maintien de l'ordre constitue un cas jusqu'alors peu étudié pour évaluer les enjeux et limites de ce processus. Les forces de l'ordre sont également un élément du débat sur les modes de légitimation du pouvoir ottoman aux époques hamidienne et jeune turque (Deringil 1998, Özbek 2002). Points de contact entre l'Etat et la société, la police et la gendarmerie représentent en effet un instrument

---

<sup>1</sup> L'introduction de l'ouvrage de Berlière *et al.* (à paraître fin 2008) fait la synthèse des dernières avancées de l'historiographie européenne des polices.

privilegié non seulement de contrôle mais aussi d'intégration des populations, aspect négligé par l'historiographie traditionnelle du maintien de l'ordre (Özbek 2004, 2008)<sup>2</sup>.

[3] C'est dans cette perspective que s'inscrit notre recherche sur la police à l'époque d'Abdülhamid II (1876-1909). Nous avons choisi ici de nous concentrer sur une période qui voit la première concrétisation dans l'Empire d'une institution policière au sens moderne du terme, soit une force unifiée sous une tutelle étatique tout en étant distincte de l'armée et indépendante de la hiérarchie militaire. Il s'agit de s'interroger sur les modalités de l'apparition d'une telle institution et de son ancrage dans la société urbaine ottomane pour mieux comprendre comment la police s'est affirmée à partir de l'époque hamidienne comme l'un des acteurs légitimes et indispensables du maintien de l'ordre dans l'Empire puis la Turquie républicaine. Les sources à notre disposition sont nombreuses mais présentent des lacunes importantes : textes réglementaires, archives ottomanes (notamment les fonds du ministère de la Police [*Zabtiye Nezareti*] et du palais de Yıldız) et mémoires rédigés par les témoins de l'époque offrent de précieuses informations sur les principes d'organisation, priorités et méthodes d'action de la police hamidienne mais nous renseignent peu sur le profil des acteurs et les différentes facettes de leurs activités au quotidien<sup>3</sup>.

[4] La principale lacune tient dans la disparition de l'intégralité des archives des postes de police de quartier<sup>4</sup>. Du fait de cette disparition, nous ne sommes pas à même de déterminer ce qui faisait l'essentiel de l'action policière, la gestion du maintien de l'ordre à l'échelle locale au jour le jour. Nous devons donc nous contenter de ce que les commissariats centraux jugeaient bon de

---

<sup>2</sup> Les travaux récents de Nadir Özbek sur la gendarmerie ottomane adoptent cette perspective et concluent pour l'instant de manière nuancée sur le rôle d'intégration joué par la gendarmerie dans les provinces d'Anatolie orientale.

<sup>3</sup> Pour ce qui est des archives, les deux fonds sur lesquels nous nous sommes principalement appuyés pour cette étude regroupent la correspondance du ministère de la Police. Le fond *Zabtiye Nezareti* comprend la correspondance entrante et sortante du ministère de la Police avec les commissariats centraux de l'Empire et les autres ministères. Le fond de Yıldız, très vaste, regroupe la correspondance du Palais avec les différents ministères. Nous avons particulièrement eu recours à la correspondance entre le Palais et le ministère de la Police (*Yıldız Perakende Evrakı*, *Zabtiye*, cote Y.PRK.ZB).

<sup>4</sup> Il est difficile de se prononcer sur les causes de cette disparition. S'agit-il d'une non-conservation, d'une destruction ou d'une dispersion ? Nous avons effectué quelques sondages dans des postes de police dont l'existence remonte à l'époque ottomane, mais comme il était prévisible, aucun ne disposait d'archives. Une autre piste pourrait être celle du centre d'archives et de documentation de la direction de la Sûreté générale (Emniyet Genel Müdürlüğü) à Ankara, mais nos tentatives pour accéder à ce centre se sont soldées par un échec.

transmettre au ministère de la Police, sans savoir si ces rapports étaient représentatifs du métier de policier. Si ces limites sont un obstacle certain à une analyse historique du rôle de la police dans la capitale ottomane à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à une lecture sociologique de l'institution policière, elles n'empêchent pas de reconstituer les grandes lignes d'un processus de centralisation du maintien de l'ordre obligé de composer avec les réalités locales et les contraintes financières.

[5] L'importance de la période hamidienne tient aux choix effectués pour répondre aux conditions politiques, sociales et économiques dans lesquelles s'effectue la constitution de la police. On peut déceler dans le caractère répressif de la police hamidienne et l'importance des activités de maintien de l'ordre et de surveillance politique des options qui ne seront pas remises en cause par le régime jeune-turc et la République. Pourtant, la police hamidienne présente aussi des aspects originaux qui témoignent d'une tentative d'intégrer les forces de l'ordre dans un système où des acteurs non-étatiques gardent un rôle important et une légitimité reconnue, éléments contre lesquels vont s'ériger les régimes successeurs au nom de la nécessaire monopolisation par l'Etat des instruments du maintien de l'ordre. Signe de faiblesse étatique ou option pragmatique justifiée par les contraintes du terrain, il est difficile de trancher sur ce compromis hamidien en matière policière. Restée dans les mémoires comme un symbole d'oppression et d'arbitraire (Mintzuri 1993 ; Sema 1994, 2002), la police hamidienne peut-elle être également considérée comme un élément de familiarisation des populations urbaines avec la présence étatique, voire de légitimation du régime ?

[6] Après nous être penché sur la genèse de l'institution policière dans l'Empire, nous nous interrogerons ensuite sur les modalités de son insertion dans l'espace urbain. Enfin, nous tenterons d'analyser ses missions et leur impact sur son image dans la société urbaine.

## **I. Naissance d'une institution : la police ottomane dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle**

[7] Comme dans les autres Etats, jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les caractéristiques principales des services de police dans l'Empire sont la multiplicité des acteurs et la complexité du schéma de responsabilité. Les ouvrages d'histoire institutionnelle sur la police turque donnent un panorama sur la situation préalable à la date officielle de création de la police ottomane en 1845 (Alyot 1947: 44-66). En ce qui concerne la capitale, la description très précise effectuée par Robert Mantran pour l'Istanbul du XVII<sup>e</sup> siècle reste largement valable pour le XVIII<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la dissolution du corps des janissaires en 1826 (Mantran 1962: 148-162). Pour les provinces, l'accent

est souvent mis sur l'importance des acteurs non étatiques, tels les corporations et les élites locales, dans la gestion du maintien de l'ordre. Cet aspect a particulièrement été mis en valeur pour les villes des provinces arabes, comme Beyrouth (Fawaz 1983) ou Tripoli de Barbarie (Lafi 2002) mais aussi plus récemment pour les Balkans (Lafi 2005), même si la tendance historiographique actuelle est plutôt à la réévaluation du rôle de l'Etat dans ces villes, y compris pour la période pré-*tanzimat* (Hanssen *et al.* 2002).

[8] L'abolition du corps des janissaires en 1826 par Mahmud II marque une rupture majeure dans l'organisation des forces de l'ordre ottomanes (Sunar 2006). Traditionnellement garants de l'ordre public dans la capitale ottomane, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, les janissaires sont aussi à l'origine des principales émeutes qui agitent la capitale et mettent en danger le pouvoir du sultan (Abou-el Haj 1984, Kafadar 2007). C'est à la suite d'une nouvelle tentative d'émeute que, s'appuyant sur l'artillerie, le sultan décide leur suppression. Leur sanglante dissolution lance un long et complexe processus de réorganisation du maintien de l'ordre dans l'Empire ottoman en général et de la capitale en particulier. Son premier volet est la réorganisation de l'armée mais le rôle joué par les janissaires dans les villes de l'Empire nécessite une refonte plus large des forces chargées de maintenir l'ordre. Ainsi, la dissolution n'est pas seulement un événement marquant par sa violence et son ampleur. Elle fait des janissaires un exemple repoussoir pour la formation d'une police moderne dans l'Empire. Le souci du pouvoir de créer une force centralisée, hiérarchisée et nettement distincte de la population civile pour éviter d'éventuelles collusions subversives peut être lu comme un héritage du dernier siècle des janissaires.

[9] Quelques nuances doivent cependant être apportées à la thèse de la rupture. D'une part, le processus de réorganisation des forces de l'ordre est à bien des égards similaire aux évolutions connues par les autres puissances de l'époque, telle l'Angleterre où la réorganisation de la police métropolitaine de Londres date de 1829 (Emsley 1991). Ce processus est aussi le produit de facteurs démographiques et sociaux (urbanisation, premiers pas de l'industrialisation) dont il n'est guère aisé de dater précisément la prise de conscience par les autorités. Il faut également réinscrire ces évolutions des forces de l'ordre dans les transformations de l'appareil étatique qui caractérisent la période des *tanzimat*. L'institutionnalisation des forces de police est un des aspects de la rationalisation et de centralisation mises en œuvre dans le gouvernement de l'Empire au XIX<sup>e</sup> siècle (Findley 1980).

[10] En outre, les éléments de continuité entre les deux époques sont importants. Ainsi, tous les acteurs de l'ère des janissaires ne disparaissent pas avec la dissolution. Le cas des *bekçi* illustre cette continuité puisque ces veilleurs de nuit dont la présence remonterait à l'époque byzantine continuent d'être chargés de la surveillance nocturne des quartiers des villes de l'Empire, jouant un rôle important dans la prévention des incendies et des vols jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle (Lévy 2007: 135-145). Les corporations continuent elles aussi de peser sur le contrôle des marchés. Certains principes survivent également à l'abolition des janissaires, tels la multiplicité des acteurs ou l'exceptionnalité de la capitale dans le dispositif du maintien de l'ordre. Cette place spécifique de la capitale se manifeste dans les différentes phases de la réforme par le fait qu'Istanbul est toujours la première à voir appliquer les nouveaux dispositifs de maintien de l'ordre, un intervalle de plusieurs années s'écoulant parfois avant l'extension de ces modèles en province. En outre, la ville d'Istanbul dispose d'institutions qui lui sont propres, une caractéristique qu'elle partage avec les autres grandes capitales. Les cas de la préfecture de police de Paris ou de la police métropolitaine de Londres illustrent ainsi de la même manière l'importance des enjeux qui caractérisent les centres démographiques, politiques et économiques de ces États (Berlière 2003, Emsley 1991).

[11] La suppression du corps des janissaires rend nécessaire une refonte complète des forces de l'ordre dans la capitale. Pourtant, ce n'est que très progressivement que se met en place le nouveau dispositif de maintien de l'ordre. Comme en matière éducative ou financière, l'application des réformes initiées par Mahmud II est un processus qui s'étend sur tout le XIX<sup>e</sup> siècle (Çadircı 2007). Au lendemain de la suppression des janissaires, plusieurs forces nouvelles sont créées à Istanbul, perpétuant la fragmentation géographique et fonctionnelle qui caractérisait l'organisation précédente (Alyot 1947: 70-72, Ergut 2004: 77-129). Le *tezkere* (circulaire) du 21 Rebiülevvel 1261 (10 avril 1845) marque un tournant dans l'organisation des forces de l'ordre ottomanes. En effet, il décrète la création d'une police (*polis*), sous l'autorité du Tophane-i Amire Müşiri, responsable de la sécurité des habitants de la capitale et du maintien de l'ordre. Les dix-sept articles du *Polis nizamnamesi* (règlement de la police) publié le même jour spécifient les attributions de cette nouvelle force (Ergin 1995: 875-878). Dans les deux premiers articles de ce texte, largement inspiré du modèle français, l'objectif de cette force est défini comme la préservation de l'ordre et de la sécurité publique (*nizam ve asayiş-i ammenin muhafazasına dair*, art. 2). Les articles suivants mettent notamment l'accent sur le contrôle des populations (art. 3), la lutte contre la mendicité (art. 7) et les

mouvements ouvriers (art. 12)<sup>5</sup>, la censure (art. 13), la surveillance des lieux publics (art. 14), des cérémonies religieuses (art. 15) et des casinos (art. 16). Une assemblée de la police est créée, chargée de superviser ces fonctions.

[12] Dans le prolongement de ces réformes, le *nizamname* du 18 Sefer 1262 (15 février 1846) établit une direction de la police (Zaptiye Müşiriyeti) indépendante du ministère de la Guerre. À partir de cette date, et jusqu'en 1879, la police et la gendarmerie sont sous un commandement unifié, distinct de l'armée (Toprak 1994: 458)<sup>6</sup>. La juridiction du *Zaptiye Müşiriyeti* s'étend à la fois sur la capitale et sur les provinces. Selon Ferdan Ergüt, cette période marque une étape décisive dans la dissociation des problèmes de sécurité intérieurs de la tutelle militaire (Ergüt 2004: 106).

[13] Dans les faits néanmoins, la constitution de forces de police sur le terrain semble un processus très lent dont les détails sont mal connus. Les mémoires d'Hüseyin Nazım Paşa, ministre de la Police à l'époque hamidienne contiennent une anecdote éloquentes sur la lenteur de l'apparition de la police dans la capitale (Hüseyin Nazım Paşa 2004: 54). Alors qu'en 1866 son père est arrêté, le jeune narrateur se rend au siège du *Zaptiye Müşiriyeti* pour obtenir des informations. La réponse du gardien ('Ton père est à la police') suscite la surprise du narrateur : 'J'entendais pour la première fois le mot 'police'. À cette date, pour l'essentiel l'organisation de la police n'avait pas été effectuée'<sup>7</sup>.

[14] La loi sur les provinces de 1864 entraîne une réorganisation de ce système au niveau de l'Empire. Dans un premier temps, une assemblée commune est chargée de superviser le maintien de l'ordre dans les provinces et la capitale. Cependant, le *nizamname* du 21 Zilkade 1286 (23 février 1870) met à nouveau à part le cas de la capitale (Alyot 1947: 90-91). Quatre assemblées et départements, sous l'autorité du *Zaptiye Müşiriyeti*, sont formés pour prendre en charge les différents aspects du maintien de l'ordre, avec des attributions très larges :

- le Meclis-i İdare (conseil d'administration) est responsable des questions de propriété et de finances,

---

<sup>5</sup> L'interprétation de cet article interdisant les grèves est l'objet d'un débat entre les historiens considérant qu'il s'agit essentiellement d'une traduction d'un article de loi français de 1830 (Gülmez 1984) et ceux qui y voient le signe d'une volonté particulière de s'opposer aux mouvements sociaux de l'époque (Ergüt 2004: 123).

<sup>6</sup> Cette période est désignée par l'expression *tevhid-i zabita devresi* (époque de la police unifiée).

<sup>7</sup> '-Baban polistedir [...] Polis kelimesini birinci defa işitiyordum; o tarihte esasen bizde polis teşkilâtı yapılmamıştır.'



- le Meclis-i Fırka-i Zabtîye (conseil du régiment de gendarmerie), supervise les activités de la force mise en place par les instructions (*talimat*) du 13 Rebiüevvel 1286 (22 mai 1869)<sup>8</sup>,

- le Teftiş Dairesi (département d'inspection), est chargé notamment de lutter contre les incendies, de trouver les personnes recherchées par les autorités et de renvoyer les personnes expulsées de la capitale dans leurs provinces,

- le Hapishane Dairesi (département des prisons).

[15] Ce développement de la bureaucratie policière s'accompagne d'une division géographique de la capitale et de ses environs en quatre directions (*mutesarıflık*) : Istanbul, Pera, Üsküdar et Büyükçekmece. Selon la description d'Ubicini inspirée de l'annuaire (*salname*) de 1293 (1875-76), la capitale et sa banlieue forment ainsi une province (*vilayet*) à part et le ministre de la Police fait office de gouverneur (Ubicini 1876: 103).

[16] Cependant, en dépit de la sophistication de ce cadre juridique, c'est semble-t-il seulement à l'époque hamidienne qu'apparaît dans les faits une force de police clairement distincte de la gendarmerie et principale responsable de la sécurité de la capitale. En 1879, le Zaptîye Müşiriyeti est remplacé par le ministère de la Police (Zaptîye Nezareti). La conséquence logique de cette transformation est l'organisation en 1881 d'une force de police chargée du maintien de l'ordre dans la capitale. Si l'on excepte une unité de gendarmerie (*Dersaadet jandarma alayı*) composée de 5 régiments, c'est désormais une organisation policière calquée sur le modèle européen qui régit l'ordre public dans la ville. Concrètement, la ville est cette fois-ci divisée en quatre districts : Istanbul, Üsküdar et Beyoğlu, formant chacun une direction de la police (*polis müdürlüğü*) et Beşiktaş (*polis memurluğu*). L'apparition de Beşiktaş comme un secteur à part dans cette organisation n'est pas fortuite. Elle traduit l'importance nouvelle accordée à un quartier qui est celui du palais impérial de Yıldız et devient de fait le lieu de résidence privilégié des élites du régime (Georgeon 2003: 133-138). Ces districts sont eux-mêmes divisés en plusieurs centres, sous la responsabilité de commissaires en chef. L'organisation s'étoffe au cours du règne hamidien et selon un recensement des forces de police de la capitale effectué en 1902, la police de la capitale serait à cette date divisée en trente-

---

<sup>8</sup> Le terme de *jandarma* (gendarmerie ou gendarmes) n'apparaît qu'à l'époque hamidienne, en 1879, avec une circulaire qui ordonne le remplacement de l'Asakir-i zaptîye par une force de gendarmerie. Le *jandarma nizamnamesi* (règlement de la gendarmerie) est publié le 16 avril 1879 (Alyot 1947: 114-119).

neuf divisions et composée de 2 275 hommes<sup>9</sup>. Les villes de province sont progressivement dotées d'organisations similaires.

[17] Les fonctions de cette force de police ne sont définies légalement que tardivement. Ainsi, il faut attendre le 1 Recep 1314 (6 décembre 1896) pour qu'une première circulaire officielle précise ces attributions (Alyot 1947: 187-189, Ergin 1995: 114-116). Conformément à l'image du régime d'Abdülhamid II, les activités de contrôle et d'espionnage y occupent le premier rang. La police est chargée d'effectuer jour et nuit des rondes incessantes dans les quartiers (art. 1), d'obtenir des maires et *bekçi* des renseignements concernant tout individu suspect (art. 2) et si nécessaire de pénétrer dans les maisons pour investigation (art. 4). La circulaire met également l'accent sur la nécessaire collaboration entre la police et la gendarmerie, l'armée étant quant à elle chargée d'intervenir en cas de trouble majeur (art. 5-6). Une place importante est consacrée au contrôle des individus et biens aux points d'entrée de la capitale (art. 10-11-12), ainsi qu'à la surveillance des différents lieux de culte (art. 14)<sup>10</sup>. Enfin, le rassemblement d'individus sans emploi est interdit sur les places publiques et marchés (art. 13), autant d'éléments qui, comme nous le verrons dans l'étude des lieux et catégories sous surveillance, se traduisent de fait par un contrôle étroit des forces policières.

[18] Le *nizamname* publié le 5 Rebiüevvel 1325 (19 avril 1907) reprend et précise ces attributions, en divisant les fonctions policières en trois catégories principales : police administrative, police politique et police judiciaire (Alyot 1947: 189-192). Les fonctions de police administrative (ou préventive) résident dans la surveillance des lieux publics, le contrôle des mouvements de population à la fois à l'intérieur de l'Empire, à travers les permis de séjour, et venant de l'étranger, par le contrôle des passeports. La répression des attitudes contraires aux bonnes mœurs, qu'il s'agisse des tavernes (*meyhane*) ou des maisons de jeu (*kumarhane*), ainsi que la lutte contre la mendicité font également partie des activités de la police administrative. La principale tâche de la police politique est de protéger les intérêts du régime en luttant contre les comploteurs présumés ou avérés (*erbab-ı fesad*) et en contrôlant étroitement toutes les productions imprimées (Alyot 1947: 225-226)<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> Archives ottomanes de la présidence du Conseil (BOA), Y.PRK.ZB 32/51, 1320.S.6 (15 mai 1902).

<sup>10</sup> Les imprimés étaient particulièrement visés par ces contrôles aux douanes, où de nombreux livres étaient confisqués (Demirel, Çava□ 2004).

<sup>11</sup> Alyot tente dans ces paragraphes de réhabiliter la police politique hamidienne, en utilisant l'argument de la 'légitime défense'. Il s'agissait selon lui de protéger les intérêts de l'Etat et de la

[19] Il précise également le schéma organisationnel des forces de police pour la capitale et les provinces et les conditions de recrutement des agents (l'âge de ceux-ci doit être compris entre 25 et 40 ans et ils doivent savoir lire et écrire). Bien que publié à la fin du règne hamidien, il peut être considéré comme le reflet de l'organisation en vigueur depuis les années 1880. Plus que la défense des biens et des personnes, c'est la protection des intérêts du régime qui apparaît l'objectif de cette organisation policière à travers un règlement qui, contrairement à celui de 1845, ne peut être lu comme une pure imitation d'un modèle étranger.

[20] La révolution jeune turque, ou plus exactement les événements de mars 1909, introduisent une rupture certaine dans cette organisation. La déposition du sultan marque aussi la fin du Zaptiye Nezareti, désormais assimilée au despotisme du sultan. En juillet 1909, le Zaptiye Nezareti est dissous et la sécurité de la capitale est confiée au *vilayet* d'Istanbul d'une part, et à l'Emniyet Umumiye Müdüriyeti (direction de la Sûreté générale) nouvellement créée d'autre part (Alyot 1947: 487-496)<sup>12</sup>. Cependant, jusqu'en 1913, date de la publication d'un nouveau règlement, il est intéressant de noter que les activités de la police restent encadrées par le très répressif règlement de 1907. La question de la continuité ou de la transformation des pratiques policières dans ce cadre juridique inchangé pendant les premières années du régime jeune-turc serait évidemment l'un des problèmes centraux à aborder dans le cadre d'une étude qui prendrait en compte la transition entre les deux régimes.

[21] Pour conclure, la période hamidienne marque une étape importante dans le processus de réorganisation des forces de l'ordre de la capitale. Si le terme *polis* apparaît en 1845, c'est seulement sous le règne hamidien que la capitale est réellement dotée d'une organisation policière qui s'impose comme la principale force responsable du maintien de l'ordre en milieu urbain. En ce qui concerne les objectifs de cette police, les éléments de continuité avec les périodes précédentes sont certains. La surveillance des lieux publics, la lutte contre la mendicité ou le contrôle des mouvements de population faisait déjà partie des priorités de l'action policière dans le règlement de

---

population face aux menées de comploteurs qui mettaient en danger leur sûreté. Sans être nommés, ce sont très vraisemblablement les activistes arméniens qui sont visés à travers un argumentaire classique dans l'historiographie officielle turque. Il est néanmoins évident que les fonctions de la police politique hamidienne vont bien au-delà de ce rôle défensif, comme l'illustre par exemple l'extrême sévérité de la censure en matière d'opinion et d'expression.

<sup>12</sup> L'Emniyet Umumiye Nezareti, directement subordonnée au ministère de l'Intérieur, est chargée à la fois de la sécurité de la capitale et de celle des provinces.

1845. Ce qui semble faire la spécificité du règne hamidien est, outre l'importance des moyens mis en œuvre pour accomplir ces tâches, l'accent mis sur la dimension politique de l'activité policière. Au vu des textes, il nous semble difficile cependant de conclure comme Ferdan Ergut qu'à l'époque d'Abdülhamid II, la fonction essentielle de la police était le 'contrôle des élites' (Ergut 2004: 143)<sup>13</sup>. La protection des intérêts du régime semble en effet impliquer un contrôle beaucoup plus large de la société, et notamment des individus qui en sont à la marge. C'est dans cette perspective que l'on doit comprendre les efforts d'intégration de la police dans la structure urbaine.

## II. La police dans la ville : à la fois distincte et proche des populations

[22] La question de l'intégration de l'institution policière dans la ville est cruciale. Elle est la condition *sine qua non* de l'activité de contrôle et de surveillance de la police. La proximité avec les populations et la bonne connaissance du terrain sont des critères fondamentaux pour l'efficacité policière. Mais alors que l'institution est encore en formation et que l'ordre politique est l'objet de contestations latentes, cette perméabilité est aussi porteuse d'un double danger : d'une part, le non respect de l'institution par les populations, d'autre part la coopération des agents de l'institution avec les populations au détriment du pouvoir, comme cela avait été le cas à l'époque précédente où les janissaires, alliés aux *esnaf* et parfois eux-mêmes *esnaf*, avaient été la source de révoltes importantes. L'affirmation de l'autorité de l'institution policière sur l'espace urbain à l'époque hamidienne peut ainsi se lire comme le résultat d'une double volonté de distinction et d'intégration.

### Distinguer

[23] La volonté de distinction se traduit par des éléments bien connus dans l'histoire des forces policières. Le premier est l'imposition d'un uniforme qui permet l'identification immédiate des représentants de l'Etat et est censé assurer le respect des populations à leur égard. L'importance de l'uniforme est attestée *a posteriori* par la hâte des autorités jeunes-turques à remplacer l'uniforme des policiers, identifié avec l'autoritarisme hamidien, au lendemain de la révolution (*Stamboul* 29 août 1908). Selon un manuel destiné aux policiers publié en 1910, il s'agissait de faire disparaître l'uniforme 'taché' (*lekeli*) de l'époque et d'accroître l'efficacité des policiers en remplaçant les

---

<sup>13</sup>La position de Ferdan Ergut est résumée par la phrase suivante : 'Abdülhamit döneminde polislik işi, esas olarak elitlerin denetlenmesi olarak işlev görüyordu.'

anciennes épées (*kılıç*) par des épées étroites et pointues (*meç*) (Feridun 1910: 290)<sup>14</sup>. Alors que les faits divers dans la presse et les mémoires de l'époque attestent du caractère très répandu du port d'arme (couteau ou arme à feu), l'épée est utilisée comme marque de la force publique, de même que la matraque introduite dans les années 1890 (Karakışla 2005).

[24] Les tentatives pour réglementer les comportements des agents en société participent aussi de cette tentative de distinction de l'institution. A partir des années 1880, de nombreuses notes dans les archives rappellent à l'ordre des agents pour des comportements ne seyant pas à leur fonction : fréquentation des cafés ou *meyhane*, port d'un uniforme mal entretenu, conversation avec des femmes de mauvaise vie. L'ivresse est au premier rang des infractions signalées, notamment dans les districts de la capitale où se situent des tavernes (*meyhane*) (Georgeon 2002). Ainsi, un rapport rédigé par la direction de la police d'Istanbul en avril 1886 dénonce le scandale (*rezalet*) provoqué par un policier ivre à Galata et décide son renvoi de l'institution<sup>15</sup>. Des quartiers plus périphériques étaient aussi concernés par ce type de comportements. En octobre 1906, c'est un certain Osman efendi, employé au poste de police de Yenibahçe qui est appréhendé dans le quartier de Topkapı avec trois soldats et plusieurs femmes gitanes alors qu'ils jouaient de la musique et dansaient<sup>16</sup>.

[25] La fréquence de ces rappels à l'ordre semble indiquer la difficulté à faire respecter ces règles en l'absence d'un recrutement sélectif et d'une formation policière adéquate. La récurrence des comportements mentionnés est le signe d'une insuffisante professionnalisation, qui nuit non seulement à l'efficacité, mais aussi à la légitimité de la police. La frontière paraît parfois floue entre les forces de l'ordre – l'armée et la gendarmerie sont également concernées par ces abus – et les *kabadayı*, sorte de caïds qui exercent leur influence sur les quartiers de la ville. Ils ont en commun la fréquentation de lieux 'à risques' du point de vue de l'ordre public et le recours à la force pour affirmer leur autorité. Plus encore, une partie des agents semblent partager avec les *kabadayı* une culture urbaine que Roger Deal définit comme 'violente' et qui se caractérise par un mélange de

---

<sup>14</sup> 'Sami Paşa bir cihetten galeyânı, yolsuzlukları teskîne sarf-ı mesâ'i etmekle berâber bir taraftan da polisin lekeli olan kıyâfet-i resmiyesini atarak onu yeni bir elbise ile muvâcehe-i millete çıkartmak istedi ve şimdiki elbiseyi yaptırdı. Eski kılıçları bıraktırarak yerine polisler için koğuldu u vakit namlusu çıkıp düşmez siperlikli metin birer meç verdirdi'.

<sup>15</sup> BOA, ZB 60/1, 11 Recep 1303.

<sup>16</sup> BOA, ZB, 64/39, 15 Şaban 1324.

valeurs d'ordre (honneur et hiérarchie notamment) et de pratiques de désordres (violence, boisson, fréquentation de femmes de mauvaise vie) (Deal 2006). La lutte contre les comportements déviants des agents est aussi une remise en cause de cette culture urbaine qui prend ses libertés avec la loi, un combat qui sera repris et amplifié sous le régime jeune-turc.

[26] La construction de l'autorité de l'institution policière dans la ville passe également par l'affirmation de la présence policière sur l'espace urbain. A partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le poste de police (*karakol*) émerge ainsi comme un nouveau type de bâtiment public, utilisé par l'autorité pour marquer son empreinte sur la ville. Les *karakol* étaient ornés du blason de la famille impériale et de la *tuğra* (signature) de l'empereur régnant au moment de la construction. En outre, des poèmes à la gloire du sultan étaient souvent gravés sur la façade (Aslan s.d: 40 ; Çiftçi 1996: 288)<sup>17</sup>. Dès le règne de Mahmud II, le *karakol* fait partie du processus de légitimation du pouvoir décrit par Selim Deringil pour la période hamidienne (Deringil 1998: 26-35). De même que les tours d'horloge et les autres bâtiments publics, outre leur fonction utilitaire, ils constituent des symboles à travers lesquels l'autorité impériale investit la sphère publique. Le *karakol*, étroitement inséré dans le tissu urbain et garant de l'ordre public, constitue un media particulièrement approprié pour l'iconographie impériale.

[27] Le développement de l'institution policière se traduit donc par une affirmation d'autorité fondée sur sa dépendance à l'Etat. Cependant, la pratique de cette autorité implique une intégration étroite dans la société qui conduit à nuancer le principe de distinction énoncé précédemment.

### **Intégrer**

[28] La proximité est au fondement de l'action policière dans ses dimensions administratives et judiciaires. Elle est essentielle pour les activités de prévention par la surveillance. Elle permet aussi la rapidité d'intervention en cas de troubles et constitue un atout majeur dans le processus d'enquête. L'époque hamidienne constitue une période charnière pour l'intégration de la police dans l'espace urbain.

---

<sup>17</sup> Le *Şemsipaşa karakolu* situé dans le quartier d'Üsküdar, connu à travers une photographie des albums de Yıldız et toujours existant de nos jours, associe la plupart de ces caractéristiques. Il s'agit d'un bâtiment de pierre d'un étage à l'architecture néoclassique. Des doubles escaliers conduisent à la porte d'entrée, ornée de quatre colonnes de marbre. Devant la porte, entourant la *tuğra* d'Abdül-Mecid, est gravé un poème honorifique remerciant l'empereur pour la construction du *karakol*.

[29] Un des instruments majeurs de cette intégration est la diffusion des postes de police mentionnés précédemment. La réorganisation des forces de l'ordre amène les autorités à repenser leur insertion spatiale dans la ville. De manière symbolique, les casernes des janissaires sont détruites en 1826. La plupart des autres bâtiments qui hébergeaient des janissaires sont transformés en postes de police (*karakolhane* ou *karakol*), ou détruits pour que soient construits de nouveaux postes à leur place (Çiftçi 1996). Néanmoins, ces infrastructures étaient insuffisantes pour les nouvelles forces. La multiplication des postes de police est une des conditions nécessaires pour assurer l'efficacité du maintien de l'ordre, en permettant une meilleure connaissance des lieux et une plus rapide intervention en cas de désordre. Aussi, dès les années 1830 est lancée la construction de nouveaux postes de police, un processus qui se poursuit jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Selon le *salname* de 1863, il y avait ainsi 232 *karakolhane* à Istanbul à cette date (Çiftçi 1996: 106). Le calcul effectué par Aynur Çiftçi établit la densité de postes de police dans la capitale à un pour 1 853 habitants à l'époque (Çiftçi 1996: 106).

[30] Même si ce chiffre est seulement une moyenne qui ne reflète pas la grande disparité entre les différents districts, les chiffres mentionnés précédemment impliquent une forte présence de la police dans les quartiers. En outre, il a été observé que le poste de police était le plus souvent étroitement inséré dans le tissu urbain. Ainsi le *karakol* est généralement situé à proximité de la mosquée et de la fontaine, et non loin des structures commerciales. Logiquement, ces lieux de rassemblements publics autour desquels la vie quotidienne s'organise représentent des points stratégiques pour le maintien de l'ordre public. En outre, cette insertion du *karakol* dans le tissu urbain a conduit Aynur Çiftçi à considérer le poste de police comme un élément indissociable d'un 'complexe' de bâtiments qui constituaient le centre de la vie sociale du quartier (Çiftçi 1996 : 108-109).

[31] Le même phénomène peut être observé dans les grandes villes de province. Le cas le mieux connu est celui de Beyrouth, ville qui connaît de très importantes transformations urbaines dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon Jens Hanssen, la multiplication des *karakol* dans la ville est une des manifestations de la volonté de l'Etat ottoman d'imposer sa présence au plus proche des populations (Hanssen 2005). Nous sommes encore malheureusement trop peu renseignés sur le développement de la police dans les villes de l'Empire mais un simple survol des plans de villes de l'époque permet de confirmer la densité des postes de police à Salonique et Izmir. Pour Beyrouth,



Hanssen a pu recenser vingt-huit *karakol* construits à l'époque hamidienne (Hanssen 2005: 207-209). La plupart de ces corps de garde sont implantés au sud de la ville, dans les quartiers populaires sunnites ou confessionnellement mixtes où les troubles à l'ordre public étaient les plus nombreux. Comme dans la capitale, la volonté d'intégrer le corps de garde dans le tissu urbain peut être observée. Ainsi, le nouveau quartier Sanaye de Beyrouth qui s'est développé pendant la période hamidienne incluait un 'complexe de services urbains constitué de l'Ecole des arts et métiers, du jardin public, de l'hôpital municipal, de la prison et du *karakol*' (Davie 2003: 233). Il reste cependant à démontrer dans quelle mesure l'insertion des forces de police à l'intérieur des différents quartiers a augmenté leur efficacité et facilité leur acceptation par la population.

[32] Le profil des agents de police est aussi un des éléments qui joue un rôle dans l'intégration de l'institution policière. Alors que la formation professionnelle des agents est quasi inexistante jusqu'à la période jeune turque – la première école de police est créée à Salonique en 1907-, les caractéristiques personnelles des acteurs sont d'autant plus importantes dans l'activité policière quotidienne. Malheureusement, on manque de données pour établir un profil social des agents de police à l'époque hamidienne. Les recherches d'Olivier Bouquet sur les pachas de la fin de l'Empire ottoman ont montré à quel point les registres du personnel de l'administration ottomane (*sicill-i ahval*) offraient une source précieuse pour des études prosopographiques (Bouquet 2007). En ce qui concerne la police ottomane, aucune recherche de ce type n'a pour l'instant été effectuée. En l'absence de chiffres convaincants, on se contentera de quelques remarques.

[33] Tout d'abord, la question de l'appartenance 'ethno-confessionnelle' est inévitable dans le cadre ottoman. Au vu des listes de policiers conservées dans les archives, la très grande majorité des agents était sans surprise musulmane. Cependant, comme dans la plupart des institutions de l'époque, les non musulmans étaient aussi représentés dans la police. L'exemple le mieux documenté est fourni par Rafael Chikurel, commissaire de police à Izmir à l'époque hamidienne, qui relate son expérience professionnelle dans des mémoires écrites en 1911 (Lévy 2007). L'auteur y mentionne à plusieurs reprises l'obstacle à son ascension professionnelle que constituait son appartenance ethno-confessionnelle. Cependant, celle-ci apparaît aussi comme une ressource lorsqu'il est confronté aux accusations de la communauté arménienne d'Izmir après la révolution jeune turque. C'est une délégation de notables juifs qui obtient sa libération auprès du comité jeune-turc local (Nahum 2002: 85).



[34] Les compétences linguistiques des non musulmans semblent avoir été particulièrement recherchées pour certains postes dans l'institution, notamment le service des passeports<sup>18</sup>. La fiche de Rafael Chikurel conservée dans les *sicill-i ahval* indique qu'il parlait (*tekellüm*) et écrivait (*kitabete*) le turc, le grec, le français, l'italien et l'espagnol et qu'il était familier (*aşina*) de l'anglais<sup>19</sup>. A l'époque où il est responsable de la police des passeports à Izmir, c'est un Arménien, Artin Khandanian effendi, qui occupe le poste à Istanbul (Annuaire Oriental 1893-94 ).

[35] L'origine géographique des agents jouait aussi sur leur intégration dans la société. Nadir Özbek a montré dans le cas de la gendarmerie que l'Etat préférait recruter des agents étrangers à la région où ils exerceraient leurs fonctions mais qu'il était contraint par le manque de candidats à accepter un grand nombre de 'locaux' (Özbek 2008). Dans le cas de la police, nous n'avons pas trouvé de recommandation visant à privilégier un recrutement externe. En l'absence de codifications précises du recrutement, il semble que celui-ci s'effectuait à l'échelle locale, souvent par recommandation. Cependant, notamment dans la capitale, le rôle de la région d'origine (*hemlehrlik*) semble avoir joué un rôle non négligeable dans l'activité policière et les relations avec la population. Un extrait des mémoires d'Hagop Mintzuri, arménien ayant passé son enfance à Istanbul à l'époque hamidienne, donne un aperçu de l'utilisation de ce ressort par le sujet pris en faute. Appréhendé par un policier avec un de ces amis dans un café normalement réservé aux adultes, le jeune Hagop s'en sort finalement sans difficultés après l'interrogatoire suivant (Mintzuri 1993: 86) :

- Tu es d'Istanbul? demanda-t-il.
- Non, répondis-je, de la Quatrième Armée. On appelait Quatrième Armée les régions de l'Est.
- Mais quel est ton pays?
- Armudan, *Vilayet* d'Erzurum, *Sancak* d'Erzincan, *Kaza* de Kuruçay.
- Comment ? s'exclama-t-il en devenant plus familier avec moi. Le grand Armudan ou le petit Armudan?
- Le petit Armudan.
- Alors on est du même pays. Moi aussi je suis d'Eğin, des villages de Beş Pare [...]. Je te pardonne mais je ne veux plus te revoir dans ces rues.

[36] L'origine géographique était aussi utilisée par les agents comme une ressource dans le contrôle et l'enquête. Ainsi, dans les mémoires de Rıza Öge, commissaire de police aux époques

---

<sup>18</sup> Sur la question des compétences linguistiques des fonctionnaires ottomans, voir l'article d'Olivier Bouquet fondé sur les renseignements fournis par les *sicill-i ahval* sur les langues des pachas (Bouquet 2007b).

<sup>19</sup> BOA, DH. EUM. SCL 2/25

jeune turque et républicaine, l'auteur, originaire d'Edirne, utilise son origine géographique pour établir des contacts dans la population et faciliter son enquête (Öge 1957).

[37] Le degré d'intégration de la police dans la société urbaine à l'époque hamidienne est difficile à évaluer. Le manque de moyens et la faiblesse des effectifs sont sans nul doute un obstacle important à l'efficacité de l'action policière. Pourtant, qu'elle soit appréciée négativement ou positivement, la présence policière apparaît désormais comme un élément incontournable du maintien de l'ordre dans les villes ottomanes.

### **Contrôle et répression : la police contre la société ?**

[38] Comme nous l'avons déjà mentionné, l'accent est généralement mis pour la période hamidienne sur le contrôle des élites comme objet central de l'activité policière. La lutte contre les opposants politiques jeunes turcs, conduisant à l'exil d'une partie d'entre eux, est également une facette bien connue des activités répressives de la police ottomane, qui a conduit celle-ci à être considérée comme un instrument privilégié de l'autoritarisme hamidien. Cette vision n'est pas inexacte, mais elle est incomplète. Il nous semble que la question de l'ordre public ne peut être réduite à sa composante étroitement politique et que les activités de la police sont loin d'être monopolisées par la surveillance des élites à cette époque. Nous avons donc choisi de mettre ici en évidence d'autres cibles du contrôle qui donnent un aperçu de la complexité de la notion d'ordre public à l'époque hamidienne et du rôle de l'institution policière.

[39] La confusion entre les dimensions économiques, sociales et politiques de la conception de l'ordre est illustrée de manière frappante par le cas des mendiants (*dilenci*) et vagabonds (*serseri*). Si les populations mendiantes et vagabondes ont toujours représenté, dans l'Empire ottoman comme ailleurs, une menace potentielle pour l'ordre public et moral, la question acquiert une acuité particulière à Istanbul dans le dernier tiers du XIXe siècle (Özbek 2002: 65-104). Comme l'a montré Nadir Özbek, la question de la mendicité émerge alors comme une préoccupation majeure dans les journaux. La concentration de populations mendiantes et vagabondes dans les lieux publics est d'abord considérée comme une atteinte à l'image 'moderne' que l'Empire tente de présenter au

monde extérieur (Deringil 1998)<sup>20</sup>. Au-delà, alors que le travail émerge comme valeur morale fondatrice de l'ordre social, l'oisiveté et la mendicité apparaissent comme un mal moral et social qu'il incombe au gouvernement de traiter (Özbek 2002: 77-92)<sup>21</sup>.

[40] L'attitude des autorités ottomanes face aux populations mendiantes et vagabondes ne semble pas avoir répondu aux attentes de la presse, comme en témoignent les plaintes récurrentes contre l'inefficacité de la police ottomane en la matière. Les autorités ne restent cependant pas inactives en matière de contrôle de la mendicité. La création du Dârûlaceze (Maison des pauvres) en janvier 1896 est conçue comme un moyen de lutter contre la mendicité dans la capitale. La fondation du Dârûlaceze est d'ailleurs contemporaine de la publication d'un règlement contre la mendicité (*Tese'ülün Men'ine Daire Nizamname*)<sup>22</sup>. Ce règlement distingue différentes catégories de mendiants, en prescrivant d'assister les pauvres réellement incapables de subvenir à leur existence, et de renvoyer les autres dans leur région d'origine (art. 2). Quant aux vagabonds, en 1890, le règlement sur les vagabonds et criminels potentiels (*Serseri ve Mazannai Sû'Olan Eşhâs Hakkında Nizamname*) prévoit l'emprisonnement suivi du renvoi dans leur pays d'origine de ces individus errant sans exercer de profession ni disposer de source de revenu légitime<sup>23</sup>.

[41] Ces deux textes démontrent que la tendance à la criminalisation des vagabonds et mendiants, qui domine le discours des élites de l'époque, trouve un écho dans la politique des

---

<sup>20</sup> Selim Deringil a démontré l'importance qu'occupe la question de l'image de l'Empire dans la politique hamidienne. La capitale, théâtre des visites officielles, occupe naturellement une place privilégiée dans les efforts effectués pour mettre en valeur la modernité et l'ordre ottomans. Ce souci d'offrir un visage moderne aux étrangers apparaît également extrêmement prégnant dans la presse de l'époque, notamment lorsque les questions relatives à l'ordre urbain – qu'il s'agisse d'urbanisme ou d'ordre social – sont posées.

<sup>21</sup> Il ne s'agit pas là d'un phénomène propre à la capitale. Le thème de la mendicité est ainsi particulièrement récurrent dans les colonnes du *Journal de Salonique* à la même époque. Constatant l'échec de la charité, certains notables prouvent des solutions nettement plus radicales : 'Est-il des moyens pratiques pour arrêter cette invasion et conjurer ce péril ? [...] Il y a d'abord le système de Darwin, renforcé par la doctrine de Malthus'. (3 juin 1897). Plus concrètement, un comité pour la suppression de la mendicité est constitué par un groupe de notables. (10 janvier 1898 ; 13 janvier 1898). Plus que la répression, ceux-ci prouvent la mise au travail des inactifs dans le cadre d'opérations de mise en valeur agricole, ce qui revient *de facto* à expulser ces populations du cadre urbain.

<sup>22</sup> Le *nizamname* est daté du 13 Şaban 1313/16 Kânunusani 1311 (28 janvier 1896).

<sup>23</sup> *Düstur 1. Tertib*, vol. 6, pp. 748-751, 3 Safer 1308/6 Eylül 1306 (18 septembre 1890). Ce règlement est un supplément à l'article 10 du code pénal ottoman publié en 1858.

autorités ottomanes. Les documents concernant des mendiants et vagabonds de la capitale à renvoyer dans leur pays d'origine sont nombreux, qu'il s'agisse d'*irade* ou de rapports de police. L'expulsion de la capitale vers la région d'origine des individus en cause y est de loin la mesure la plus fréquente<sup>24</sup>. Néanmoins, il s'agit toujours de mesures ponctuelles, et il ne semble pas y avoir de la part de l'autorité ottomane une volonté d'appliquer systématiquement les dispositions légales mentionnées précédemment (Özbek 2002).

[42] Quant aux motifs qui entraînent les mesures répressives dans les documents étudiés, ils se rattachent en partie aux préoccupations d'ordre social et moral invoquées par le discours public de l'époque. Ainsi, le sujet Yorgi, originaire de Niğde, est accusé avec sa bande de vagabonds de 'troubler la tranquillité publique' dans la capitale<sup>25</sup>. Plus largement, un document du fonds de Yıldız mentionnant les articles publiés sur le sujet en 1897 démontre que le pouvoir n'est pas insensible aux avertissements de la presse sur le risque de désordre social qui résulte de l'afflux de vagabonds dans la capitale<sup>26</sup>.

[43] Cependant, à partir des années 1890, il est nécessaire de prendre également en compte la dimension politique des mesures d'expulsion prises à l'encontre des mendiants et vagabonds. En effet, même si le dépouillement effectué ne peut prétendre à une valeur statistique, les cas recensés concernent en majorité des vagabonds arméniens, qui sont éloignés en tant que tels de la capitale. Que la crainte d'une action politique de la part des sujets visés soit explicitement ou non exprimée, il est difficile de ne pas faire le lien avec la conjoncture politique de l'époque qui voit la montée en puissance des groupes séparatistes arméniens et les premiers heurts massifs avec les autorités ottomanes. Ainsi, les manifestations de l'automne 1895 dans la capitale sont suivies de près par un *irade* qui ordonne 'le renvoi des désœuvrés arméniens de la capitale dans leur région d'origine et l'interdiction d'entrer dans la ville pour les vagabonds venus de province'<sup>27</sup>. Une mesure semblable est prise après l'attaque de la Banque ottomane survenue en août 1896<sup>28</sup>.

---

<sup>24</sup> Cf. par exemple BOA, Y.PRK. ZB 12/46, 1311.R.28 (7 novembre 1893) ; İ. HUS. 1313/R-85.42, 1313.R.19 (8 octobre 1895) ; Y.PRK.ZB 18/34, 1314.Ra.25 (3 septembre 1896).

<sup>25</sup> BOA, Y.PRK.AZJ 3/69, 1297.C.28 (6 juin 1880) : '*istirahatü'n-nası ihlâl etmekte*'.

<sup>26</sup> BOA, Y.PRK.AZJ 34/78, 1315.S.04. (4 juillet 1897).

<sup>27</sup> BOA, İ. HUS, 1313/R-85.42, 1313.R.19 (8 octobre 1895) : '*Dersaadet'te bulunan işsiz ve güçsüz Ermenilerin memleketlerine iadeleri ve taşradan gelecek serserilerin dahi men-i duhûlleri*'.

<sup>28</sup> BOA, Y.PRK.ZB 18/34, 1314.Ra.25 (1 septembre 1896).

[44] La récurrence des mesures d'expulsion jusqu'à la fin du règne hamidien semble démontrer les limites de l'efficacité du pouvoir en matière de contrôle de ces populations<sup>29</sup>. Il n'en reste pas moins que ces documents attestent que, comme pour les *hamal*, le contrôle des populations mendiantes et vagabondes ne répond pas seulement au souci de faire régner un ordre social et moral dans la ville. L'enjeu est aussi, et peut-être avant tout, de nature politique, une dimension que la position de capitale contribue sans nul doute à accentuer. Dans ce cadre, les cas précédemment étudiés conduisent à poser la question de l'identification de la menace politique à l'appartenance ethno-confessionnelle à la communauté arménienne.

[45] Parce que, par définition, il a tendance à échapper aux mécanismes de contrôle émanant de l'autorité étatique et de la société elle-même, l'individu sans attaches est considéré comme une menace pour l'ordre établi. Au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, il semble que dans la capitale ottomane le pouvoir donne à cette menace une définition plus politique que dans les périodes précédentes. Les dimensions sociales et ethno-confessionnelles apparaissent alors comme les deux facettes d'une politique de contrôle étatique dans laquelle la distinction entre ordre politique et ordre social n'a pas lieu d'être : une conception de l'activité policière dont hériteront les régimes successeurs. Reste à évaluer comment cette politique de contrôle était ressentie par les populations.

### **La perception de l'institution policière par la population**

[46] Si l'on en croit les mémoires de témoins de l'époque, la police hamidienne avait très mauvaise réputation dans la population. Utilisée par le régime pour éviter l'apparition de toute forme de contestation et réprimer les opposants, la police a sans doute été l'institution la plus discréditée par l'autoritarisme hamidien. Hasan Paşa, commissaire en chef de Beşiktaş, en charge de la protection du secteur du palais impérial de Yıldız, est une des figures les plus dénoncées pour sa cruauté (Georgeon 2003: 135-136). Illettré – il aurait signé en juxtaposant les chiffres 7 et 8 en

---

<sup>29</sup> BOA, Y.MTV 281/60, 1323.L.09 (6 décembre 1905). Le document ordonne l'expulsion de la capitale des Arméniens 'porteurs, domestiques, cuisiniers, mendiants, vagabonds, récidivistes et sans domicile' (*Hamal ve uşak ve aşçı makulesinden ve serseri ve sabıkalı ve bîmekân takımından bulunan Ermenilerin Dersaadet'ten ihrac ve ib'âdları*). Dans la suite du document, les individus célibataires, sans profession et sans famille sont particulièrement visés (*bekâr ve sanatsız ve alâkasız*). Le document est accompagné d'une liste de vingt-deux Arméniens, appréhendés pour être expulsés de la capitale mais qui, après enquête réclamée par leurs proches, sont tous identifiés comme exerçant un métier et possédant une famille.

caractères arabes, d'où son surnom de Yedi Sekiz Hasan Paşa –, il aurait été récompensé par le rang de *paşa* pour sa totale dévotion au sultan et son pouvoir sur le quartier apparaît des plus larges<sup>30</sup>. C'est lui qui contrôle l'installation de nouvelles familles dans le quartier, joue le rôle de juge quand des disputes interviennent entre les habitants et garantit l'ordre moral, en réprimant sévèrement les personnes qui ne jeûnent pas pendant le ramadan ou boivent de l'alcool (Erkoç 2004, Georgeon 2003: 135-136). La réputation du commissariat de Beşiktaş et de son chef semble être répandue dans toute la capitale à l'époque d'Abdülhamid. L'effroi qu'il suscite chez les populations est illustré par la recommandation du publiciste Sadri Sema aux passagers du tramway attelé qui passait devant le commissariat (Sema 1994: 13) :

- 'En passant devant le commissariat Hasan Paşa, en face de Çırağan, tourne la tête de l'autre côté
- Moi, je ne fermerai pas les yeux. Je ne tournerai pas la tête.
- Si tu prononces ces paroles, ton sort est entre les mains du destin. Si un des espions fait un rapport sur toi en disant : "Cet individu a regardé fixement le palais impérial, il a fixé le commissariat" dans un de ses rapports, cela ne tardera pas. Dis adieu à ton épouse, à tes amis, à tes enfants.'<sup>31</sup>

[47] On pourrait multiplier les citations évoquant la peur inspirée par la police et dénonçant ses méthodes arbitraires. Il s'agit évidemment de témoignages *a posteriori*, rédigés dans un contexte jeune-turc ou républicain très hostile au régime hamidien. Cependant, l'hostilité populaire qui se manifeste contre les policiers au lendemain de la révolution jeune turque, ainsi que l'intensité des débats au parlement sur le sujet, semblent indiquer que la police constituait effectivement une institution très impopulaire à l'époque hamidienne.

[48] Toutefois, il faut apporter quelques nuances à ce tableau. D'une part, l'originalité du système hamidien est d'avoir fondé son dispositif de contrôle sur un double appareil : l'institution policière et les agents de renseignement directement dépendants du palais. Les textes encadrant

---

<sup>30</sup> Nous avons tenté de trouver la fiche de Hasan Paşa dans les *sicill-i ahval*, sans succès. Notons toutefois qu'il existe un Hüseyin Paşa qui présente des similitudes frappantes avec ce dernier, telle la naissance à Çorum et sa fonction de commissaire de Beşiktaş à l'époque hamidienne. On peut envisager une erreur de graphie, même si celle-ci semble surprenante pour un personnage aussi connu que Hasan Paşa.

<sup>31</sup> 'Hele Hasan Paşa Karakolu, Çırağan önlerinden geçerken başını öbür tarafa çevir. –Ben gözümü kapamam. Başını da çevirmem. Dersen artık iş kadere bağlı. Hafiyelerden biri senin için : Bu herif saray-i hümayuna dik dik baktı karakolu dikiz etti. Fîlân diye bir jurnalı dayadı mı ? Vakit geçirmeye gelmez. Eşle dostla, çoluk çocukla hellaşmaya bak.'

l'action policière donnent une place importante aux activités de renseignement. De fait, les rapports envoyés par le Zaptiye Nezareti au palais de Yıldız sont nombreux, et l'existence d'une division de 'police civile' dans le recensement des forces policières de la capitale de 1902 manifeste cette fonction de renseignement<sup>32</sup>. En outre, de nombreux documents émanant du Zaptiye Nezareti placent des lieux de sociabilité ou des rassemblements annoncés sous la surveillance d'agents secrets.

[49] Pourtant, le système d'espionnage mis en place par Abdülhamid est largement indépendant de l'institution policière. Centré sur le palais de Yıldız, il dispose de ses propres agents, à travers une organisation très hiérarchisée (Georgeon 2003: 160-161). Les informateurs (*hafiye*) sont répartis en quatre catégories : les membres du Palais, les agents de renseignement délégués dans la capitale et les provinces, les fonctionnaires incités à la délation, et les bandes au service de personnages importants du régime<sup>33</sup>. La capitale, placée sous la responsabilité d'un informateur en chef (*başhafiye*) est divisée en vingt-et-un districts, qui correspondent à la fois à des quartiers de la ville et à des lieux sensibles : les résidences impériales, les bâtiments publics (ministère de la Police et de la Guerre, Sublime Porte), les institutions religieuses (*medrese*), couvents des confréries (*tekke* et *zaviye*) et plus spécifiquement ceux des *mevlevi*, les écoles militaires (İrtem 1999: 29-30). Un dispositif qui laisse transparaître la dimension très politique de l'action de ces agents de renseignement : les élites religieuses et administratives, ainsi que la famille impériale sont particulièrement visées par les mesures de surveillance.

[50] Aux agents de renseignement du ministère de la Police et à ceux de Yıldız s'ajoute la contribution des simples citoyens, espions d'un jour, qui pratiquent la délation dans l'espoir d'obtenir une gratification du pouvoir. C'est parce que les espions sont par définition invisibles, et que l'ensemble du corps social peut être successivement ou simultanément un acteur ou une cible de l'espionnage que la vie quotidienne de l'ensemble de la capitale est, si l'on en croit les témoignages de l'époque, affectée par la crainte de la délation (Karakışla: 2003)<sup>34</sup>. Non sans quelque exagération,

---

<sup>32</sup> BOA, Y.PRK.ZB 32/51, 1320.S.6 (15 mai 1902). Cf. Annexe 2.

<sup>33</sup> Ces informations sont issues de *l'Hafiyelerin Listesi* (liste des espions), document établi à l'époque jeune-turque. Le terme d'*hafiye* est issu du mot '*haff*', caché. Il désigne les agents de renseignement du régime, ou espions selon le point de vue adopté.

<sup>34</sup> Une restriction importante cependant doit être apportée à l'"invisibilité" des espions. Il existait une catégorie d'informateurs nettement reconnaissables par la population par un *fes* rouge, cible de la verve des ennemis du régime (Karakışla 2003: 119, Sema 2002: 83, 461). Karakışla reproduit le



les mémoires de Sadri Sema mettent ainsi l'accent sur l'universalité de l'espionnage dans la capitale ottomane ('une période où il n'y avait pas de pain pour celui qui n'était pas espion') et l'autocensure des comportements et paroles qu'il suscite dans la population (Sema 2002: 83).

[51] L'espionnage n'était donc pas seulement le fait de l'institution policière. Par ailleurs, les activités de la police hamidienne ne se réduisaient pas à l'espionnage. C'est en effet à cette époque que l'on voit apparaître les premiers signes d'un rôle significatif de la police dans le maintien de l'ordre au quotidien, y compris à l'échelle du quartier. Du fait de la disparition des archives des postes de police locaux, il est difficile d'établir quelles étaient les affaires traitées par la police au quotidien. La correspondance conservée entre les commissariats centraux et le ministère ne répercute en effet que les faits les plus significatifs. Pourtant, on dispose de quelques indices attestant d'un début de reconnaissance sociale de l'utilité des forces de police dans la ville. Ainsi, les habitants d'un quartier étaient parfois à l'origine de l'implantation d'un poste de police. C'est le cas pour le Kasap Ilyas *Mahalle* étudié par Cem Behar à travers une source exceptionnelle, le journal du maire du quartier. Parmi bien d'autres documents, celui-ci contient une requête adressée en 1889 par le maire de Kasap Ilyas au Zaptiye Nezareti pour la création d'un poste de police dans ce quartier (Behar 2003: 79). Après avoir délibéré avec les habitants et trouvé un terrain libre adéquat pour bâtir un poste de police, il envoie une lettre contresignée par certains des habitants du quartier pour exprimer leur souhait de voir implanter un poste de police. L'absence d'information sur l'identité des habitants ayant paraphé la requête ne nous permet pas de faire de remarque définitive sur leur niveau social. Une autre requête dans le même sens, émanant des habitants juifs du quartier de Balat en 1884, semble indiquer que le procédé n'était pas exceptionnel (Karmi 1996).

[52] Ces requêtes attestent que le sentiment d'oppression suscité par le dispositif de renseignement hamidien n'était pas contradictoire avec une certaine légitimité des forces de police au sein de la population. Comme l'a souligné Reiner pour le cas anglais, les signes d'approbation de l'action policière par la population ne sont pas réductibles à un effet de manipulation idéologique. Ils reflètent une certaine reconnaissance de l'utilité publique de la police comme réponse au besoin d'ordre de la société (Reiner 1992). En ce qui concerne l'Empire ottoman, il semble que ce soit à l'époque hamidienne que l'institution policière, malgré son caractère répressif et parfois arbitraire,



commence à être reconnue comme l'un des acteurs légitimes du maintien de l'ordre dans la ville. Cela n'est pas contradictoire avec son impopularité et ne signifie pas que l'institution est parvenue à imposer son monopole sur la gestion de l'ordre public. Cependant, la police est devenue une institution à part entière qui occupe une place importante non seulement dans la protection des intérêts du régime, mais dans le maintien de l'ordre dans la ville au quotidien. On est ainsi amené à nuancer la thèse classique faisant de la police hamidienne une milice au service du palais.

## Conclusion

[53] L'époque hamidienne constitue une période cruciale dans la genèse de l'institution policière. Celle-ci apparaît pour la première fois comme une institution ayant une tutelle propre et des effectifs permettant sa visibilité sur le terrain. Son caractère très répressif, dans les textes qui la régissent et dans une partie importante de ses activités, en fait un des instruments essentiels à la protection du régime. Pourtant, la police s'affirme aussi comme un des acteurs du maintien de l'ordre au quotidien, dont la présence et l'utilité commencent à être reconnues par les populations. En l'absence d'archives issues des postes de police locaux, on est contraint à des conjectures sur le niveau d'intégration urbaine de la police et l'importance de son rôle, problème qui se pose aussi pour les décennies suivantes.

[54] L'institutionnalisation du maintien de l'ordre reste toutefois inachevée durant cette période. La police est en effet en concurrence sur le terrain avec une pluralité d'acteurs non étatiques – élites laïques et religieuses, caïds, veilleurs de nuit... –, dont la conception de l'ordre ne recoupe que partiellement les objectifs de l'action policière. La mise à l'écart ou l'intégration de ces acteurs dans l'institution policière constituera ainsi une des priorités du régime jeune turc, avec l'objectif d'une monopolisation du maintien de l'ordre par les institutions étatiques.

[55] Les faiblesses de l'institution policière à l'époque hamidienne tiennent également à l'absence de professionnalisation du personnel. Le recrutement est aléatoire et la formation professionnelle quasi inexistante. En outre, les salaires sont loin d'être attractifs et versés très irrégulièrement, d'où l'existence semble-t-il assez répandue de la pluriactivité des agents et la généralisation de la corruption. Là encore, le régime jeune-turc tentera de remédier à ces lacunes par un effort budgétaire important, la création d'écoles de police et la mise à l'écart des agents fautifs.

[56] Ces caractéristiques ne sont pas spécifiques à la police ottomane de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les travaux sur la police française, principale source d'inspiration pour le régime d'Abdülhamid II, ont montré l'inachèvement de la professionnalisation de cette institution à cette époque ainsi que le caractère central du maintien de l'ordre dans les activités policières (Berlière 1993). Quant à l'utilisation systématique du renseignement pour établir un contrôle étroit qui cible de manière privilégiée les élites et les populations marginales mais touche l'ensemble de la société, elle apparente le régime hamidien aux autres Etats autoritaires de l'époque, notamment la Russie (Daly 1998). Le recours à des acteurs non étatiques pour la surveillance et le maintien de l'ordre au quotidien met en évidence que le caractère autoritaire du régime hamidien réside moins dans la monopolisation du contrôle par un Etat omnipotent que par l'utilisation d'interactions au sein de la société à des fins d'encadrement et de surveillance.

[57] Reste la question de la légitimité de l'institution policière. Du point de vue du pouvoir, elle ne sera plus remise en cause. De la seconde période constitutionnelle à la république, et jusqu'à nos jours, le rôle de la police au sein de l'Etat n'a cessé de se renforcer. Avec l'armée, dont elle est clairement distincte institutionnellement depuis la période hamidienne, mais qui a inspiré nombre de ses principes d'organisation et de méthodes, la police joue un rôle central dans le maintien de l'ordre politique et social à l'intérieur du pays. Du point de vue de la société, la reconnaissance de la légitimité de la police est plus difficile à apprécier. A l'époque hamidienne, son caractère très répressif et souvent arbitraire a été la source d'un sentiment de crainte et d'hostilité important. Si, à ses débuts, le pouvoir jeune turc a multiplié les efforts, pour modifier cette image négative, le tournant répressif amorcé dès l'été 1909 et accentué à partir de 1913 n'a pas permis l'émergence d'un modèle policier fondé sur le consensus et la protection des populations. La reconnaissance de l'utilité de la police comme institution la mieux à même de répondre aux défis de l'ordre urbain semble alors faire l'objet d'un large accord mais les critiques persistantes contre les méthodes et les priorités de l'action policière reflètent les difficultés de l'institution policière à assumer ses missions de maintien de l'ordre au quotidien. Après une quasi-disparition de la présence policière pendant la première guerre mondiale et la guerre d'indépendance – le personnel policier étant massivement affecté à l'armée –, la refonte de l'institution à l'époque républicaine se concentrera sur la protection des intérêts du régime et le contrôle des opposants politiques, reléguant au second plan la question du service aux populations. L'accent mis par l'idéologie officielle kémaliste sur la rupture avec

---

Lévy, Noémi (2008) 'Une institution en formation : la police ottomane à l'époque d'Abdülhamid II', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N° 8, No. 8 | Surveiller, normaliser, réprimer, URL : <http://www.ejts.org/document2463.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

---

l'époque ottomane ne doit pas faire illusion : comme pour d'autres institutions, les continuités entre les dernières décennies de l'Empire ottoman et la république en matière policière sont importantes, qu'il s'agisse de la structure de l'institution ou de ses modalités d'intervention dans la société. La prise en compte de l'héritage ottoman apparaît ainsi comme l'une des conditions d'une meilleure compréhension des institutions de la Turquie républicaine, une évidence qui reste loin d'être la norme dans le champ historiographique turc actuel.

## References

- Abou-El-Haj, Rifa'at Ali (1984) *The 1703 rebellion and the structure of Ottoman politics*, Leiden, Nederlands Historisch-Archaeologisch Instituut.
- Alyot, Halim (1947) *Türkiyede Zabıta*, Ankara, Kanaat Basımevi.
- Arslan, Necla (1997) 'İlk Karakol Binaları', *İstanbul Dergisi*, 23, pp. 34-41.
- Arslan, Necla (s.d.) 'İstanbul karakolları (II. Mahmut ve Abdülmecit dönemi)', İstanbul, Mimar Sinan Üniversitesi.
- Behar, Cem (2003) *A Neighborhood in Ottoman Istanbul, Fruit Vendors and Civil Servants in the Kasap İlyas Mahalle*, New York, SUNY.
- Berlière, Jean-Marc (1993) *Le préfet Lépine. Vers la naissance de la police moderne*, Paris, Denoel.
- Bouquet, Olivier (2007) *Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'Etat ottoman (1839-1909)*, Leiden-Paris, Peeters.
- Bouquet, Olivier (2007b) 'Ce que dire que l'on parle veut dire : réflexion sur les compétences linguistiques des derniers Ottomans', *European Journal of Turkish Studies*, n°6, <http://www.ejts.org/document1523.html>
- Berlière, Jean-Marc ; Denys, Catherine ; Kalifa, Dominique ; Milliot, Vincent, eds. (2008) *Etre policier. Les métiers de polices en Europe, XVIII<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles*, Rennes, PUR (à paraître).
- Çadırcı, Musa (2007) *Tanzimat Süreçinde Türkiye Ülke Yönetimi*, Ankara, İmge.
- Çiftçi, Aynur (1996) *Son Dönem İstanbul Karakolları. Anadolu Yakası Ve Büyükdere Topçu Karakolu*, Thèse de Master, Yıldız Teknik Üniversitesi.
- Daly, Jonathan W. (1998) *Autocracy Under Siege: Security, Police and Opposition in Russia, 1866-1905*, DeKalb, Northern Illinois University Press.
- Davie, May (2003) 'Manouk Avédissian, alias Béchar afandi al-mouhandis' in *Médecins et ingénieurs ottomans à l'âge des nationalismes*, Anastassiadou, Meropi (ed.), Paris, Maisonneuve-Larose, pp. 221-243.
- Deal, Roger A. (2006) *Violent Crime in Hamidian Istanbul, 1876-1909*, PhD Thesis, University of Utah.
- Demirel, Fatmagül; Çavaş, Raşit (2004) 'II. Abdülhamid dönemi'nde gümrüklerde el konulan (ve elbette yakılan) kitaplar', *Müteferrika*, 26, pp. 151-158.
- Deringil, Selim (1998) *The Well-Protected Domains, Ideology and Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, London - New York, I.B. Tauris.
- Düstur, 1. Tertib* (1937-1943), 8 vol., Ankara.
- Emsley, Clive (1983) *Policing and its context : 1750-1870*, London, Mc Millan.
- Emsley, Clive (1991) *The English Police. A Political and Social History*, New York, St Martin's Press.
- Emsley, Clive (2007) *Crime, Police & Penal Policy, European Experiences, 1750-1940*, Oxford, OUP.

---

Lévy, Noémi (2008) 'Une institution en formation : la police ottomane à l'époque d'Abdülhamid II', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N° 8, No. 8 | Surveiller, normaliser, réprimer, URL : <http://www.ejts.org/document2463.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

---

Ergin, Osman Nuri (1995) *Mecelle-i Umûr-ı Belediye*, vol. 1-2, İstanbul.

Ergut, Ferdan (2004) *Modern Devlet ve Polis*, İstanbul, İletişim.

Erkoç, Ethem (2004) *Beşiktaş muhafızı Yedi Sekiz Hasan Paşa ve bir devrin hikayesi*, Çorum.

Fawaz, Leila (1983) *Merchants and Migrants in Nineteenth Century Beirut*, Cambridge, Harvard University Press.

Feridun, Ibrahim (1910 [1326]) *Polis Efendilere Mahsus Terbiye ve Malumat-ı Meslekiye*, Dersaadet, Matbaa-i Hayriye.

Findley, Carter (1980) *Bureaucratic Reform in the Ottoman Empire. The Sublime Porte, 1789-1922*, Princeton, Princeton University Press.

Georgeon, François (2003) *Abdülhamid II, Le Sultan Calife (1876-1909)*, Paris, Fayard.

Georgeon, François (2002) 'Ottomans and Drinkers: The Consumption of Alcohol in Istanbul in the Nineteenth Century' in *Outside in. On the Margins of the Modern Middle East*, Rogan, Eugene (ed.), Londres-New York, pp. 7-30.

Gülmez, Mesut (1984) 'İşçi Sorunu Ve Polis Mevzuatı : Fransa Örneği Ve Polis Nizâmı'nın 12nci Maddesi', *Amme İdaresi Dergisi*, 17(1), pp. 115-132.

Hanssen, Jens (2005) *Fin de Siècle Beirut. The Making of an Ottoman Provincial Capital*, Oxford, Oxford University Press.

Hanssen, Jens; Philipp, Thomas; Weber, Stefan, eds. (2002) *The Empire in the City: Arab Provincial Capitals in the Late Ottoman Empire*, Würzburg, Ergon in Kommission.

Hüseyin Nazım Paşa (2004) *Hatıralarım : 'Ermeni Olayların İç Yüzü'*, İstanbul, Selis.

İrtem, Süleyman Kâni (1999) *Abdülhamid Devrinde Hafiyelik Ve Sansür. Abdülhamid'e Verilen Jurnaller*, İstanbul, Temel.

Kafadar, Cemal (2007) 'Janissaries and Other Riffraff of Ottoman Istanbul', *International Journal of Turkish Studies*, 13 (1-2), pp. 113-134.

Karakışla, Yavuz Selim (2003) 'Sultan II. Abdülhamid'in Istibdat Döneminde (1876-1909) Hafiyelik Ve Jurnalcilik', *Toplumsal Tarih*, 19 (119), pp. 12-21.

Karakışla, Yavuz Selim (2005) 'Osmanlı Polisine Copun Gelişi: Efendiler, Buna "Cop" Derler...! (1895)', *Toplumsal Tarih*, 23(133), pp. 98-101.

Karmi, Ilan (1996) *The Jewish Community of Istanbul in the 19<sup>th</sup> Century*, İstanbul, Isis.

Lafi, Nora (2002) *Une ville du Maghreb: Tripoli entre Ancien Régime et réformes ottomanes (1795-1911)*, Paris, L'Harmattan.

Lafi, Nora, ed. (2005) *Municipalités méditerranéennes. Les réformes urbaines ottomanes au miroir d'une histoire comparée (Moyen-Orient, Maghreb, Europe méridionale)*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag.

Lévy, Noémi (2007) 'La police ottomane au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : les mémoires d'un commissaire d'Izmir', *RHMC*, 54 (2), pp. 140-160.

---

Lévy, Noémi (2008) 'Une institution en formation : la police ottomane à l'époque d'Abdülhamid II', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N° 8, No. 8 | Surveiller, normaliser, réprimer, URL : <http://www.ejts.org/document2463.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

---

Lévy, Noémi ; Toumarkine, Alexandre, eds. (2007) *Osmanlı'da asayiş, suç ve ceza (18-20 yy.)*, İstanbul, Tarih Vakfı.

Mintzuri, Hagop (1993) *İstanbul Anıları 1897-1940*, İstanbul, Tarih Vakfı.

Monjardet, Dominique (1996) *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte.

Nahum, Henri (2002) *Mis Memorias. Una vida yena de drama i perikolos. Un commissaire de police ottoman d'origine juive à Izmir début XX<sup>e</sup> siècle. Les mémoires de Rafael Chikurel*, İstanbul, Isis.

Öge, Ali Rıza (1957) *Meşrutiyetten Cumhuriyete Bir Polis Şefinin Gerçek Anıları*, Bursa.

Özbek, Nadir (2002), *Osmanlı İmparatorluğu'nda sosyal devlet: siyaset, iktidar ve meşruiyet (1876-1914)*, İstanbul, İletişim.

Özbek, Nadir (2004) 'Osmanlı İmparatorluğu'nda İç Güvenlik, Siyaset Ve Devlet, 1876-1909', *Türklük Araştırmaları Dergisi*, 16, pp. 59-95.

Özbek, Nadir (2008) 'Policing the Countryside: Gendarmes of the Late-Nineteenth Century Ottoman Empire (1876-1908)', *International Journal of Middle East Studies*, 40 (1), pp. 47-67.

Reiner, Robert (1992) *The Politics of the Police*, New York, Harvester-Wheatsheaf.

Sema, Sadri (1994) *Eski İstanbul'dan Hatıralar*, İstanbul, İletişim.

Sema, Sadri (2002) *Eski İstanbul Hatıraları*, İstanbul, Kitabevi.

Sunar, Mert (2006) *Cauldron of Dissent: a Study of the Janissary Corps*, thèse de doctorat non publiée, Binghamton, SUNY.

Tongur, Hikmet (1946) *Türkiye'de genel kolluk*, Ankara, Kanaat Basımevi.

Toprak, Zafer (1994) 'Güvenlik Hizmetleri', in *Dünden Bugüne İstanbul Ansiklopedisi*, vol.3, pp. 457-459, İstanbul, Kültür Bakanlığı ve Tarih Vakfı yayınları.

Ubicini (1876) *Etat présent de l'Empire ottoman d'après le salname de 1293 (1875-1876)*, Paris, Dumaine.